

Gilles Fumey
25 avril 2005

Le Royaume-Uni ou l'exception britannique (Claude Chaline et Delphine Papin)

Claude Chaline et Delphine Papin, *Le Royaume-Uni ou l'exception britannique*, Ellipses, 2004, 192 p.



Le Royaume-Uni n'en finira pas de nous étonner. Non pas, parce que nous serions français ou d'indécrottables Candide devant ce qui ne serait pas notre tribu, ni parce que les Britanniques auraient inventé tant d'activités au cœur de nos systèmes économiques actuels. Mais parce que - et c'est la quatrième de couverture qui le dit - « le Royaume-Uni s'adapte à la nouvelle économie mondiale et répond avec un succès certain aux défis de la mondialisation », que « ses performances économiques sont meilleures que dans le reste de l'Union européenne ». Il s'agit donc d'exception britannique.

Le livre dresse un bilan des différentes vagues de libéralisme qui ont marqué le pays depuis 1979. Les privatisations ont cassé les monopoles et ouvert le marché local aux étrangers : ainsi, dans l'énergie électrique, plus de la moitié de l'approvisionnement est le fait de capitaux extérieurs au Royaume-Uni. Tous les secteurs ont été touchés et de nombreux ouvrages d'intérêt public (centres de télécoms, écoles, etc.) sont financés par le partenariat public-privé. Selon les auteurs, la déréglementation a abouti à un *new deal* qui vise à rattraper les retards et maintenir la paix sociale.

Plus inconcevable pour les Français est la multinationalisation du royaume par une réorganisation des collectivités territoriales, la décentralisation « sélective » avec, notamment, l'élection d'un maire et d'un conseil à Londres. Le Royaume-Uni est un État qui n'est pas fédéral et qui partage ses pouvoirs avec les entités écossaise, galloise et, éventuellement, nord irlandaise. Pour ses relations avec le monde, le Royaume-Uni a reconfiguré ses rapports avec le Commonwealth, moins échangé avec les États-unis qu'avant et pris une place inconfortable sur le fauteuil européen (gros contributeur, mais hors zone euro). Chaline et Papin voient ce pays comme un « vaste champ d'expérimentation » dont l'issue n'est pas connue.

Est-il si loin, le « *workshop of the world* » du 19^e siècle qu'on ne puisse voir aujourd'hui qu'une économie actuelle de services, de finances, de communication, mais aussi d'art, de design tout droit sortis des arcanes de la langue universelle ? Parmi les indicateurs les plus riches, le développement de l'enseignement supérieur avec, en évidence, la fondation d'une

université scientifique à Thurso et l'intégration des autres établissements de l'Écosse, par exemple. Le secteur industriel a été simplifié, restructuré, rendu sélectif (agroalimentaire, chimie, armement). Héritage du passé, la finance n'en finit pas de se développer dans ce qui ressemble, pour les auteurs, à une « nébuleuse ». Les conséquences pour une économie aussi externalisée ? Une balance commerciale déficitaire, des partenaires commerciaux de plus en plus européens, des revenus invisibles fluctuant.

Les Britanniques vivent dans un pays où les nationalismes n'ont pas disparu et où la citoyenneté ne correspond à la nation que de puis 1981. Ils ont le taux de divorce le plus élevé d'Europe qui fait qu'ils sont un quart à vivre seuls. Le livre n'aborde pas la question des disparités de revenus dans un pays qui a toujours l'image d'un pays où les inégalités seraient plus facilement tolérées qu'ailleurs. Devant l'ampleur de la désindustrialisation, les villes ont connu un vaste chamboulement et les politiques urbaines, menées aussi par des investisseurs privés, ont porté, notamment, sur la reconquête des *waterfronts* (Docks de Londres, par ex.), la revalorisation des patrimoines bâtis, le développement des transports collectifs, le désengagement de l'État dans le logement, la maîtrise de l'étalement urbain. Ces politiques ont été menées dans un système sélectif qui a laissé les régions organiser leur croissance. Les trois nations celtiques ont, elles, obtenu que leur domaine de compétences en aménagement soit élargi.

Dans ce contexte, Londres et le Grand Sud anglais (25,5 millions d'habitants) deviennent le pôle dynamique du pays, profitant largement de la proximité des autres pays de l'Union européenne. Les anciennes régions-ateliers, au Nord, ne sont pas encore sorties de l'ornière même si Manchester tire mieux son épingle du jeu que les autres villes. Couvrant la moitié du Royaume-Uni, les nations celtiques ne représentent que 16,4% de la population. Les statistiques ne sont pas toujours réjouissantes pour elles, mais la force de leur identité leur donne des atouts que le travail des auteurs ne peut pas encore mesurer, leur autonomie étant trop récente.

L'ouvrage s'achève sur la question environnementale qui compte les mêmes orientations qu'ailleurs en Europe : patrimonialisation de l'industrie, protection des espaces « naturels », remise en cause du productivisme. On saura gré aux auteurs d'avoir fourni tant de connaissances actualisées et nouvellement problématisées, même si on peut regretter que le dernier chapitre ne soit pas très bien articulé avec l'approche régionale qui précède. La vision que donnent les auteurs du Royaume-Uni paraît « positive » et manifestement, ils ont choisi de laisser de côté les débats qui hantent les Européens sur le libéralisme.

Pourtant, le lecteur n'est pas à la peine, s'il veut rebattre ses cartes sur ce pays. L'introduction pose des points de vue qui méritent débat : « de ces malaises urbains procéderont une large aversion pour la ville, tout comme son corollaire, l'émergence des premières manifestations de l'urbanisme contemporain avec les *garden cities* » (sic). D'autres appels fusent du livre, mais on le souligne que pour dire tout l'intérêt qu'il présente : un livre solide, ouvert comme l'infini roman de cette nation d'Outre-Manche.

Compte-rendu : Gilles Fumey